

je ne suis pas en mesure de juger, mais tous les Canadiens seront sûrement consternés d'apprendre qu'après avoir supputé les possibilités d'une intégration continentale, la compagnie a préféré faire profiter ses usines des États-Unis des avantages de l'automatisation plutôt que celles du Canada.

La seule conclusion que l'on puisse tirer de ce rapport, c'est que nous aurons bien peu d'usines au pays, à moins que les Canadiens ne soient disposés à exploiter à perpétuité leurs entreprises sur une base de salaires modestes. Si notre but est de voir les Canadiens continuer passivement à couper le bois et à puiser l'eau, l'intégration continentale réduira toujours le Canada à un niveau de vie inférieur.

Ce qui s'impose actuellement au pays, c'est un moyen plus rationnel d'organiser notre production. Selon le rapport de l'équipe d'experts du professeur Watkins, déposé récemment, le problème fondamental de l'industrie canadienne réside dans le trop grand nombre d'usines, produisant trop de choses et en trop petite quantité. D'autres l'avaient déjà signalé, mais dès qu'il est question de rationalisation, tout le monde voit des villes et des manufactures désertes, une usine fermant ses portes ici, une autre là. Telle ne doit pas nécessairement être, selon moi, l'une des conséquences de la rationalisation.

Une plus grande spécialisation s'impose dans nos usines. Au lieu de faire double emploi en essayant de fabriquer toute une gamme de produits, nos usines feraient mieux de se spécialiser dans la fabrication de quelques articles; elles feraient des économies, et aucune d'elles ne devrait être désaffectée. Une étude comparative des usines du Canada et des États-Unis a révélé que dans bien des cas les usines canadiennes sont plus grandes que celles d'outre-frontière; par contre, les usines canadiennes produisent une gamme de produits beaucoup plus vaste que leurs équivalentes américaines.

Je le répète, le ministère ainsi que les collaborateurs du ministre connaissent le problème. Que font-ils pour le régler, et pourquoi n'accélérent-ils pas le processus de rationalisation? J'aime croire que le ministre et ses fonctionnaires voudraient bien agir, mais il doit y avoir de la contrainte. Au cours d'entretiens que j'ai eus avec le ministre, il m'a exprimé son inquiétude, mais il a prouvé qu'il connaît le problème à fond. Avec sa gentillesse habituelle, il m'a dit: «Ma foi, ce n'est pas facile, ce sera long». Nous autres, de ce côté-ci, nous sommes impatients. Nous

savons que ce n'est pas facile, et nous convenons volontiers qu'il faudra du temps, mais je crois qu'il en faudrait moins si on avait le courage politique d'agir.

J'espère que d'ici peu le ministère fera des propositions concrètes pour remédier au manque de spécialisation et aux frais élevés de notre industrie secondaire. Il ne suffit pas, comme certains économistes le suggèrent, d'abolir la protection tarifaire et de laisser nos industries soutenir la concurrence internationale. Je suis sûr que certaines d'entre elles survivraient mais, compte tenu de la structure actuelle de l'industrie canadienne en général, beaucoup disparaîtraient rapidement. Les sociétés mères aux États-Unis diraient: «A quoi bon garder une usine au Canada? Désormais nous expédierons notre production excédentaire des États-Unis vers le Canada.» Il faut élaborer un programme qui prévoit autre chose que l'abolition pure et simple de la barrière tarifaire, bien que cela puisse donner de très bons résultats quand le programme de rationalisation aura été mis en œuvre.

On devrait peut-être consulter les diverses industries intéressées. On devrait les réunir et leur signaler la gravité du problème au Canada. On devrait leur demander de proposer une solution, de trouver un moyen de collaborer avec le gouvernement fédéral afin d'atteindre ce qui, à long terme, serait pour elles et la nation un objectif commun.

● (8.20 p.m.)

Le ministère a examiné entre autres l'industrie de fabrication des meubles. Il y a à peu près un an, j'ai lu un article qui exprimait quelque inquiétude au sujet de cette industrie. J'ai oublié les chiffres exacts, mais plus de 1,000 petites fabriques de meubles se trouveraient dans de petites villes et, dans bien des cas, ce sont les seules sources d'emploi. Que peut-on faire à ce sujet? A mon avis, le ministère de l'Industrie pourrait faire fonction d'agence de commercialisation pour ces diverses petites fabriques. Cela pourrait éviter la multiplication des efforts pour la mise en marché. Le ministère pourrait peut-être suivre l'exemple des fournisseurs de pièces d'automobile. Il pourrait trouver des acheteurs et informer les diverses petites sociétés des commandes et à leur tour, elles pourraient faire connaître leurs prix. Cela permettrait aux petites entreprises de se spécialiser au lieu de fabriquer une vaste gamme de marchandises à grands frais, étant donné le coût de l'outillage. A mon avis, le ministère